

CONCOURS EXTERNE DE TECHNICIEN DE RECHERCHE ET DE FORMATION

BAP J : Gestion et pilotage

Emploi-type : Technicien en gestion administrative

EPREUVE ECRITE D'ADMISSIBILITE

14 juin 2016

Durée de l'épreuve : 3 heures

Coefficient : 3

Lisez attentivement les instructions avant de commencer à composer

Instructions importantes

Ce dossier constitue le sujet de l'épreuve écrite d'admissibilité et le document sur lequel vous devez formuler toutes vos réponses.

Il contient 15 pages, numérotées de 1 à 15

Il ne doit pas être dégrafé et devra être remis aux surveillants à l'issue de la composition.

Ecrivez lisiblement au stylo ou à l'encre. L'usage du crayon à papier n'est pas autorisé.

Il vous est rappelé que votre identité doit figurer **uniquement** dans la partie inférieure de la première page du document mis à votre disposition. Toute mention d'identité portée sur une autre partie de la copie (ou des copies) que vous remettrez en fin d'épreuve (dans le texte du devoir, en fin de copie...) mènera à l'annulation de votre épreuve.

NOM PATRONYMIQUE :

NOM USUEL :

PRENOM :

DATE DE NAISSANCE :

Numéro d'anonymat

(Réservé à l'administration)

NE RIEN ECRIRE SUR CETTE PAGE

Numéro d'anonymat
(Réservé à l'administration)

QCM : cochez la bonne case - une seule réponse possible :

- 1- Quel corps de personnels titulaires ne rencontre-t-on pas dans une université ?
 - AENESR
 - ASI
 - APAE
 - AAH

- 2- De combien le point d'indice va-t-il être augmenté en 2016 ?
 - 0,6%
 - 1,2%
 - 1%
 - 1,5%

- 3- Cherchez l'intrus :
 - Fonction publique d'état
 - Fonction publique territoriale
 - Fonction publique hospitalière
 - Fonction publique judiciaire

- 4- Quelle autorité a le double statut d'autorité déconcentrée et décentralisée?
 - Préfet
 - Recteur
 - Maire
 - Ambassadeur

- 5- Combien l'Union Européenne compte-t-elle d'habitants ?
 - Environ 500 millions
 - Environ 700 millions
 - Environ 400 millions
 - Environ 600 millions

- 6- - Quel pays présidera, de juillet à décembre 2016, l'Union européenne ?
 - Les Pays-Bas
 - La Slovaquie
 - Malte
 - Le Royaume-Uni

- 7- - Quelle est la durée du mandat du Président de l'université ?
- 3 ans
 - 4 ans
 - 5 ans
- 8- - Qui est chancelier des universités ?
- Le Recteur d'Académie
 - L'Inspecteur d'Académie
 - Le Président de l'Université
- 9- -A partir de quelle date les universités sont-elles tenues de mettre en application les dispositions du décret GBCP ?
- 7 novembre 2012
 - 1^{er} janvier 2016
 - 1^{er} janvier 2017
 - 1^{er} août 2001
- 10- -Quel est l'ordre chronologique de ces opérations financières ?
- Adoption du budget / Budget(s) rectificatif(s) / Elaboration Budgétaire / Lettre de cadrage
 - Budget(s) rectificatif(s) / Elaboration Budgétaire / Adoption du budget / Lettre de cadrage
 - Lettre de cadrage / Elaboration Budgétaire / Adoption du budget / Budget(s) rectificatif(s)
- 11- Un fonctionnaire peut consulter son dossier administratif :
- S'il en fait la demande à son administration
 - S'il en fait la demande avec l'accord de son supérieur hiérarchique
 - Une fois par an maximum
 - Seulement en présence d'un représentant syndical
- 12- Parmi les propositions suivantes laquelle ne constitue pas une voie de recours du fonctionnaire ?
- recours contentieux
 - recours gracieux
 - recours devant le Conseil des Prud'hommes
 - recours hiérarchique

- 13 Qui assure actuellement l'évaluation des unités de recherche des universités ?
- CHSCT
 - AERES
 - ANR
 - HCERES
- 14 La combinaison des touches « Ctrl + X » permet de ?
- Copier
 - Enregistrer
 - Couper
 - Supprimer
- 15 Les étapes de la dépense sont, dans l'ordre exact, les suivantes :
- Paiement – Ordonnancement – Liquidation – Engagement
 - Liquidation – Engagement – Ordonnancement – Paiement
 - Engagement – Liquidation – Ordonnancement – Paiement
 - Engagement – Ordonnancement – Liquidation – Paiement
- 16 Quel est l'organe exécutif des institutions européennes ?
- La Commission européenne
 - La Parlement européen
 - La Banque Centrale européenne
 - Le Conseil de l'Union européenne
- 17 Depuis la loi ESR, le Conseil d'Administration (CA) a été remplacé par le Conseil Académique (Cac) ?
- Oui
 - Non
- 18 Le 1^{er} janvier 2016, qui était le ou la secrétaire d'État à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche ?
- Najat VALLAUD-BELKACEM
 - Thierry MANDON
 - Simone BONNAFOUS
 - Jean-Loup SALZMANN
- 19 Sous Word, pour transformer un texte saisi en majuscule, en minuscule :
- On doit tout ressaisir
 - On passe par le menu Format – caractères
 - On passe par le menu Format – Modifier la casse

- 20 De quelle année date la loi relative aux droits et obligations des fonctionnaires ?
- 1986
 - 1990
 - 1983
- 21 Quelle compétence ne relève-t-elle pas du Conseil d'Administration de l'université :
- Le vote du budget de l'université et l'approbation des comptes
 - Le vote des règles relatives aux examens et des règles d'évaluation des enseignements
 - L'approbation du contrat d'établissement de l'université
 - L'adoption du règlement intérieur de l'université
 - L'autorisation donnée au Président d'engager toute action en justice
- 22 Qui adopte les modalités de contrôle des connaissances dans l'enseignement supérieur ?
- Le CA
 - Le Cac
 - La CFVU
- 23 Quel texte fixe les dispositions statutaires applicables aux personnels ITRF du Ministère de l'Education Nationale
- Le décret du 31 décembre 1985
 - Le décret du 11 novembre 2009
 - La loi du 26 janvier 1984
 - La loi du 9 janvier 1986
- 24 Que signifie le principe général du « silence vaut accord »
- « Qui ne dit mot consent »
 - Si l'administration n'a pas donné de réponse dans les 2 mois suivant la requête d'un administré, sa requête est refusée
 - Si l'administration n'a pas donné de réponse dans les 2 mois suivant la requête de l'administré, sa requête est acceptée
- 25 Qui peut soumissionner un marché public ?
- Obligatoirement une personne morale
 - Obligatoirement une personne physique
 - Une personne physique ou morale

Questions à réponses courtes :

1) Quelles sont les différentes possibilités de regroupement des établissements de l'enseignement supérieur et de la recherche prévues par la loi ESR. Quel est l'objectif commun à ces regroupements ?

2) Citez les principes fondamentaux de la commande publique ? Quels intérêts présentent-ils pour la personne publique ?

3) Citez et expliquez brièvement les grands principes budgétaires qui s'appliquent aux universités :

4) Quelles sont les missions de la commission de déontologie de la fonction publique ?

5) Citez 2 types de bourses ou aides aux étudiants.

6) Citez 3 ordonnateurs principaux de collectivités locales.

7) Citez au moins un support sur lequel peut se faire la publicité, pour les procédures de passation des marchés publics ? A quoi sert cette publicité?

8) Qu'est-ce que le classement de Shanghai ? Quels sont les critères de ce classement ?

9) Quelles sont les 6 missions de service public de l'enseignement supérieur

10) Cas pratique :

Vous êtes en poste à l'Université X, vous êtes contacté(e) par téléphone par la gendarmerie qui vous demande les coordonnées d'un étudiant. Que faites-vous ?

Acronymes :

Développez les acronymes suivants :

CNESER : _____

HCERES : _____

IGAENR : _____

LMD : _____

COMUE : _____

UFR : _____

MOOC : _____

ESPE : _____

LRU : _____

EPLÉ : _____

RIFSEEP : _____

CCPANT : _____

CIFRE : _____

BIEP : _____

CNIL : _____

CPF : _____

DIF : _____

BOAMP : _____

GBCP: _____

LOLF: _____

Sujet d'anglais :

France may pass a law on the 'right to disconnect' from work emails at home

Half of France's managers now work between 8pm and midnight when at home

The Independent, Jess Staufenberg, Wednesday 17 February 2016

France is set to give all workers the "right to disconnect" from work emails as the scale of "burn-out" among employees draws government concern.

Hidden hours of work outside France's well-known 35 hour week has led the country's labour ministry to want to preserve the sanctity of their private life in law.

Myriam El Khomri, the labour minister, is still thrashing out the details of an idea first put forward in a report by Bruno Mettling, director general of mobile giant Orange, in a new raft of labour laws to emerge soon.

"There are risks that need to be anticipated and one of the biggest risks is the balance of a private life and professional life behind this permanent connectivity," said Mr Mettling, according to The Local.

Many of the proposed labour laws are designed to make the French labour market more flexible - but this one in particular is aimed at encouraging companies to join the small minority who already prevent employees from responding to emails outside the office.

"Professionals who find the right balance between private and work life perform far better in their job than those who arrive shattered," said Mr Mettling.

Managers who worked at home between 8pm and midnight rose from a third to 52 per cent in just 10 years, according to Technologia, a French firm which aims to reduce risks to workers.

The country's economic crisis has made many employees afraid of losing their jobs and work longer hours inside and outside the office as a result, according to the firm's director.

Jean-Claude Delgenes of Technologia told The Local: "We have poor self-control when it comes to new technology. Work spills over into people's private lives.

"The difference between work and social life used to be clearly distinct."

Yet he warned the new law would have no real effect unless bosses also demanded less work of their employees.

"If we introduce a right to disconnect but not reduce the workload for those under pressure, managers will just ignore it or find a way of staying connected," he said.

A dispute over France's 35-hour week, which came into force under socialist prime minister Lionel Jospin in 2000, erupted in summer when its economy minister said the socialists had been wrong to think people's lives would improve if they worked shorter hours.

"One shouldn't ask what your country can do for you, rather what you can do for the country's economy," he said in August last year, according to The Local.

The prime minister, Manuel Valls, has confirmed there are no plans to change the 35-hour-week. Employees in the UK, meanwhile, are not supposed to work more than a 48-hour week.

Ms El Khomri is due to present her package of labour reforms in the coming weeks.

Répondez aux questions ci-dessous en vous aidant du texte

1- Why do employees continue to check their emails after office hours?

Répondre en anglais

2 - How much has increased the proportion of managers working at home during the past ten years?

Répondre en anglais

3 - Traduire cette phrase en français : "Professionals who find the right balance between private and work life perform far better in their job than those who arrive shattered"

4 - Traduire cette phrase en anglais : "La France pourrait voter une loi sur le droit à se déconnecter des courriels professionnels à la maison"

Dictée fautive :

Retrouvez 10 fautes dans ce texte entourez le mot « fautif » et réécrivez la bonne orthographe sur la ligne à cet effet

....Souvent d'origine populaire et, pour une partie d'entre eux, issus de l'immigration – le

père de Mme T était originaire de Madagascar, ces étudiants proviennent en général des

séries technologiques ou professionnels du secondaire et se heurtent à des difficultés durant

leurs études supérieures.

Relégués au sein de l'institution universitaire, ils découvrent dans leur emploi une voie de

salut alternative : ils y trouvent une sociabilité, voir une reconnaissance, relativement

absente du cadre de leurs études, qu'ils sont aussi amenés à délaisser progressivement, où

à ne jamais s'investir.

Téléactrice dans un centre d'appels à hauteur de vingt-cinq heures par semaine, Mme

Khadija D, parle par exemple de ses collègues – essentiellement des étudiants- comme d'une

« deuxième famille » au sein de laquelle elle se sent bien plus « à l'aise » que dans le milieu

universitaire. Après deux CDD, cette jeune française d'origine sénégalaise aspire à passé

« en CDI », tout en regrettant d'avoir délaissé ses études pour son poste de téléactrice, laquelle

elle attribue son échec de première année d'administration économique et sociale.

Les inégalités et la précarité croissantes passent aussi par les stages, qui deviennent de plus

en plus souvent obligatoires : en 2010, 43 % des étudiants avaient dû effectuer au moins un

stage l'année précédente ; près de deux fois plus que quatre ans plus tôt. Or les deux tiers

de ces stages ne sont pas rémunérés. Certes, une loi adoptée en juin 2014 a améliorée la

situation, mais ceux d'une durée inférieure à deux mois peuvent toujours ne pas être payés.

Par ailleurs, la généralisation des stages et autres statuts temporaires risque de restreindre le

volume des emplois stables et donc, paradoxalement, les perspectives d'« insertion »

professionnelle à l'issue de leurs études, surtout lorsque des statuts provisoires n'offrent

aucune garantie.....

Deux jeunes faces face à la loi travail - Vanessa PINTO extrait du Monde diplomatique - avril 2016